



Département de la Charente



Commune de
SAINT BONNET Charente
16300

**Plan Communal de
Sauvegarde
P.C. S.**

décembre 2025

PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE

FICHE
SOMMAIRE

SOMMAIRE

DECRET

MISES A JOUR

fiche 0.01

MODALITES DE DECLENCHEMENT DU PLAN

fiche 0.02

① ORGANISATION COMMUNALE DE CRISE

POSTE DE COMMANDEMENT COMMUNAL

fiche 1.02

FICHES ACTIONS

fiche 1.03

② PRINCIPALES ACTIONS A MENER

ALERTE DE LA POPULATION

fiche 2.01

INFORMATION DE LA POPULATION

fiche 2.02

EVACUATION, ACCUEIL ET HEBERGEMENT DE LA POPULATION

fiche 2.03

③ ANNUAIRE DE CRISE

ANNUAIRE DE CRISE

fiche 3.01

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décret n° 2022-907 du 20 juin 2022 relatif au plan communal et intercommunal de sauvegarde et modifiant le code de la sécurité intérieure

NOR : INTE2211143D

Publics concernés : maires, préfets de département, préfet de police de Paris, présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, conseillers municipaux, conseillers communautaires et métropolitains, correspondant incendie et secours.

Objet : décret relatif au contenu des plans communaux et intercommunaux de sauvegarde.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal officiel.

Notice : ce décret a pour objectif de définir les modalités prévues aux nouveaux articles L. 731-3 et L. 731-4 du code de la sécurité intérieure relatif au plan communal de sauvegarde (PCS) et au plan intercommunal de sauvegarde (PICS). Il s'agit de préciser les modalités de réalisation et de mise en œuvre de ces plans, afin d'assurer la gestion des crises à tous les échelons territoriaux.

Le plan communal de sauvegarde est un document d'organisation globale de gestion des situations de crise impactant la population selon leur nature, leur ampleur et leur évolution. Ce plan prépare et assure la réponse opérationnelle au profit de la protection et de la sauvegarde de la population.

Le plan intercommunal de sauvegarde est un document d'organisation de la réponse opérationnelle à l'échelon intercommunal face aux situations de crise, au profit des communes impactées. Il organise la coordination et la solidarité intercommunale.

Ainsi, ce décret détaille :

- les nouveaux critères obligeant à la réalisation d'un PCS pour les communes exposées à des risques spécifiques, tels que les risques sismique, volcanique, cyclonique, d'inondation, ou d'incendie de forêt ;
- le contenu du PCS, en apportant des précisions au regard des dispositions issues du décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005 ;
- le contenu du PICS et son articulation avec les PCS, notamment concernant les modalités de coordination et de mutualisation des moyens nécessaires à la gestion de crise, ainsi que l'appui et l'accompagnement de l'intercommunalité dans la réponse opérationnelle face aux événements impactant les communes membres. Le PICS est obligatoire dès lors qu'une commune membre a l'obligation de réaliser un PCS.

Références : le décret peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>). Ce décret est pris en application de l'article 11 de la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels.

La Première ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code forestier ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, notamment son article 11 ;

Vu l'avis du conseil national d'évaluation des normes du 7 avril 2022 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. – Le code de la sécurité intérieure est ainsi modifié :

1^o Le chapitre I^{er} du titre III du livre VII s'intitule : « Gestion des risques et exercices » ;

2° Les articles R. 731-1 à R. 731-10 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. R. 731-1. – I. – Le plan communal de sauvegarde organise, sous l'autorité du maire, la préparation et la réponse au profit de la population lors des situations de crise.

« II. – Ce plan comprend une analyse des risques qui porte sur l'ensemble des risques connus auxquels la commune est exposée et des risques propres aux particularités locales.

« III. – Cette analyse s'appuie notamment sur les informations contenues dans :

« 1° Le dossier départemental sur les risques majeurs établi par le préfet de département ;

« 2° Le ou les plans de prévention des risques naturels ou miniers prévisibles prescrits ou approuvés ;

« 3° Le ou les plans particuliers d'intervention approuvés par le préfet de département, concernant le territoire de la commune, conformément à l'article R. 741-18 ;

« 4° Les cartes de surfaces inondables et les cartes des risques d'inondation des territoires à risque important d'inondation arrêtées par le préfet coordonnateur de bassin conformément à l'article R. 566-9 du code de l'environnement.

« Cette analyse comprend également la prise en compte des risques mentionnés du 3° au 7° du I de l'article L. 731-3, sous réserve des dispositions suivantes :

« a) Les communes reconnues comme exposées au risque volcanique étant celles mentionnées à l'article D. 563-9 du code de l'environnement ;

« b) Les communes reconnues comme exposées au risque cyclonique étant celles définies sur les fondements des articles L. 562-1 et L. 563-1 du code de l'environnement et L. 132-3 du code de la construction et de l'habitation et situées dans les territoires régis par l'article 73 de la Constitution et les territoires de Saint-Martin et Saint-Barthélemy ;

« c) Les communes reconnues comme exposées au risque sismique étant celles concernées par une zone de sismicité de niveau 3, 4 ou 5 conformément à l'article R. 563-4 du code de l'environnement ;

« d) Les communes exposées au risque d'incendie étant celles dont les bois et forêts sont classés à ce titre par le préfet de département conformément à l'article L. 132-1 du code forestier ou celles comprenant des bois et forêts réputés particulièrement exposés au risque d'incendie conformément à l'article L. 133-1 du même code.

« IV. – Le préfet de département notifie au maire concerné l'obligation de réalisation d'un plan communal de sauvegarde. Il en informe le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre concerné. Il notifie et informe dans les mêmes conditions la survenance d'un nouveau risque relevant des catégories mentionnées au I de l'article L. 731-3.

« Art. R. 731-2. – I. – Le plan communal de sauvegarde est adapté aux moyens dont la commune dispose. Il constitue une organisation globale de gestion des événements adaptée à leur nature, à leur ampleur et à leur évolution. Cette organisation globale prévoit des dispositions générales traitant des éléments nécessaires à la gestion de tout type d'événement.

« Le plan comprend :

« 1° L'identification des enjeux, en particulier le recensement des personnes vulnérables aux termes des dispositions de l'article L. 121-6-1 du code de l'action sociale et des familles, et des zones et infrastructures sensibles pouvant être affectées ;

« 2° L'organisation assurant la protection et le soutien de la population qui précise les dispositions internes prises par la commune afin d'être en mesure à tout moment d'alerter et d'informer la population et de recevoir une alerte émanant des autorités. Ces dispositions comprennent notamment un annuaire opérationnel et un règlement d'emploi des différents moyens d'alerte susceptibles d'être mis en œuvre. Le document d'information communal sur les risques majeurs prévu à l'article R. 125-11 du code de l'environnement intègre les éléments relatifs à la protection des populations prévu par le présent plan. Après sa réalisation, le document d'information communale sur les risques majeurs est inséré au plan communal de sauvegarde ;

« 3° Les modalités de mise en œuvre de la réserve communale de sécurité civile quand cette dernière a été constituée en application de l'article L. 724-2 du présent code et de prise en compte des personnes physiques ou morales qui se mettent bénévolement à la disposition des sinistrés ;

« 4° L'organisation du poste de commandement communal mis en place par le maire en cas de nécessité, ou la participation du maire ou de son représentant à un poste de coordination mis en œuvre à l'échelon intercommunal ;

« 5° Les actions préventives et correctives relevant de la compétence des services communaux et le recensement des dispositions déjà prises en matière de sécurité civile par toute personne publique ou privée implantée sur le territoire de la commune ;

« 6° L'inventaire des moyens propres de la commune, ou pouvant être fournis par des personnes publiques ou privées. Cet inventaire comprend notamment les moyens de transport, d'hébergement et de ravitaillement de la population et les matériels et les locaux susceptibles d'être mis à disposition pour des actions de protection des populations et leurs modalités de mise en œuvre. Cet inventaire participe au recensement des capacités communales, susceptibles d'être mutualisées, prévu au 2° du I de l'article L. 731-4. Ce dispositif prévoit les modalités d'utilisation des capacités de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre prévu au 1° du I de l'article L. 731-4.

« II. – Des dispositions spécifiques complètent au besoin les dispositions susmentionnées, prises pour faire face aux conséquences prévisibles des risques recensés sur le territoire de la commune.

« Art. R. 731-3. – I. – Le plan communal de sauvegarde est élaboré à l'initiative du maire. Il informe le conseil municipal et le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'engagement des travaux d'élaboration du plan.

« II. – Les communes pour lesquelles le plan communal de sauvegarde est obligatoire doivent l'élaborer dans un délai de deux ans à compter de la date de la notification par le préfet prévu au IV de l'article R. 731-1.

« III. – A l'issue de son élaboration ou de sa révision, le plan communal de sauvegarde fait l'objet d'un arrêté pris par le maire et, à Paris, par le préfet de police. Il est transmis par le maire au préfet du département, ainsi qu'au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

« IV. – A l'issue de son adoption ou après le renouvellement général des conseils municipaux, le plan communal de sauvegarde est présenté au conseil municipal par le maire, ou par un adjoint au maire ou par le conseiller municipal chargé des questions de sécurité civile désigné par le maire, ou, à défaut, par le correspondant incendie et secours.

« Art. R. 731-4. – Les dispositions de la présente section sont applicables à tout plan communal de sauvegarde élaboré à l'initiative du maire, même si un tel plan n'est pas obligatoire pour la commune.

« Art. R. 731-5. – I. – Le plan intercommunal de sauvegarde organise, sous la responsabilité du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, la solidarité et la réponse intercommunales au profit de toutes les communes membres face aux situations de crise. Il a pour objectifs l'expertise, l'appui, l'accompagnement ou la coordination réalisés par l'établissement ou par le service commun au profit des communes en matière de planification ou lors des crises.

« II. – Le préfet de département notifie au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre concerné l'obligation de réalisation d'un plan intercommunal de sauvegarde prévu au I de l'article L. 731-4.

« III. – Le plan intercommunal de sauvegarde comprend :

« 1° Une mise en commun de l'analyse des risques identifiés et du recensement des enjeux de chaque commune membre ainsi qu'une analyse des risques pouvant survenir simultanément à l'échelle intercommunale ;

« 2° Les modalités d'appui à toutes les communes membres lors de la gestion de la crise afin d'assurer la protection et le soutien de la population ;

« 3° Un inventaire des moyens mutualisés par toutes les communes membres, des moyens propres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, ou pouvant être fournis par les personnes publiques ou privées en cas de crise. Cet inventaire comprend notamment des capacités logistiques ;

« 4° Un recensement des ressources et des outils intercommunaux existants ou organisé dans le cadre du service commun mis à disposition des communes par le président de l'établissement et dédiés à :

« a) La prévention et à la gestion des risques ;

« b) L'information préventive de la population ;

« c) L'alerte et à l'information d'urgence de la population ;

« d) La gestion de crise ;

« 5° Les modalités de mise en œuvre de la réserve intercommunale de sécurité civile quand cette dernière a été constituée et d'appui à la prise en compte des personnes qui se mettent bénévolement à la disposition des sinistrés ;

« 6° L'organisation et la planification de la continuité d'activité et du rétablissement des équipements et missions relevant de la compétence de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre utiles en cas de crise ;

« 7° Les dispositions spécifiques complétant les dispositions susmentionnées, devant être prises pour faire face aux conséquences prévisibles des risques recensés sur le territoire intercommunal.

« Art. R. 731-6. – I. – La procédure d'élaboration et de révision est mise en œuvre par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Il informe le conseil communautaire et métropolitain des travaux d'élaboration du plan. Le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et chacun des maires des communes dotées d'un plan communal de sauvegarde arrêtent le plan intercommunal de sauvegarde.

« II. – Le plan intercommunal de sauvegarde est transmis par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre au préfet du département ainsi qu'aux maires des communes membres.

« III. – Après le renouvellement général des conseils communautaires et métropolitains, le plan intercommunal de sauvegarde est présenté à l'organe délibérant par le président de l'établissement, ou par le vice-président ou par le conseiller communautaire chargé des questions de sécurité civile désigné par le président.

« Art. R. 731-7. – I. – Les capacités intercommunales, conformément au II de l'article L. 731-4, lorsqu'elles sont placées pour emploi à la disposition d'une ou plusieurs communes dont le territoire a été sinistré, relèvent de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre au titre de la solidarité communautaire.

« II. – Les capacités communales mutualisées lorsqu'elles sont placées pour emploi à la disposition d'une ou plusieurs communes dont le territoire a été sinistré, peuvent, sur décision du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, être prises en charge par ce dernier. Ces mises à disposition sont, au besoin, précisées par convention.

« III. – Les dispositions de l'article L. 742-11 relatives au remboursement par l'État des moyens publics et privés extérieurs au département concerné par la crise et mobilisés par le représentant de l'État s'appliquent aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compris pour partie dans au moins un autre département où ils ont leur siège.

« Art. R. 731-8. – I. – Les plans communaux et intercommunaux de sauvegarde sont mis à jour par l'actualisation de l'annuaire opérationnel. Ils sont révisés en fonction de la connaissance et de l'évolution des risques ainsi que des modifications apportées aux éléments mentionnés aux articles R. 731-1 à R. 731-3. Dans tous les cas, le délai de révision ne peut excéder cinq ans.

« II. – Après la révision d'un plan communal ou intercommunal de sauvegarde, le document d'information communal sur les risques majeurs prévu à l'article R. 125-11 du code de l'environnement est mis à jour le cas échéant.

« III. – Les plans communaux et intercommunaux de sauvegarde font l'objet d'une évaluation assurant leur caractère opérationnel, au moins tous les cinq ans, organisée dans un cadre communal ou intercommunal respectivement sous l'autorité du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Cette évaluation peut être associée aux exercices mentionnés aux articles D. 731-9 et suivants.

« IV. – Les plans communaux et intercommunaux de sauvegarde font l'objet d'une information régulière des acteurs concernés par les plans, sous l'autorité du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

« V. – L'existence ou la révision des plans communaux et intercommunaux de sauvegarde sont portés à la connaissance du public par le ou les maires intéressés, par le président de l'établissement, et, à Paris, par le préfet de police. Le plan communal de sauvegarde est rendu consultable par le maire. Le plan intercommunal est rendu consultable par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Les documents soumis à consultation ne contiennent pas de données à caractère personnel ni d'informations de nature à nuire à la sécurité. » ;

3° Le 2° de l'article R. 763-2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2° Les références au préfet de département et au représentant de l'Etat dans le département sont remplacées par la référence au représentant de l'Etat dans la collectivité ; »

4° Après l'article R. 763-2, il est inséré un article R. 763-2-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 763-2-1. – Pour l'application des dispositions du chapitre I^{er} du titre III du présent livre à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin, la référence au plan communal de sauvegarde est remplacée par la référence au plan territorial de sauvegarde. »

Art. 2. – Le ministre de l'intérieur et la ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 20 juin 2022.

ÉLISABETH BORNE

Par la Première ministre :

Le ministre de l'intérieur,
GÉRALD DARMANIN

*La ministre de la transition écologique
et de la cohésion des territoires,*
AMÉLIE DE MONTCHALIN

FICHE :
0.01

- | Pages modifiées | Modifications apportées et auteur | Date de réalisation |
|-----------------|--|---------------------|
| | Création par Sandrine POURTAU
Modifié par | 11/12/2025 |

FICHE
0.02

Dès lors que l'alerte est reçue par le Maire, celui-ci doit constituer le poste de commandement communal (PCC) (fiche 1.02).
Pour cela, il met en œuvre le schéma d'alerte qui lui semble le mieux adapté.

1 ORGANISATION COMMUNALE DE CRISE

DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE POSTE DE COMMANDEMENT COMMUNAL (PCC)

FICHE
1. 02

PAGE 1/1

Localisation du PCC: Mairie de Saint-Bonnet

Adresse : 2 Rue de chez Raby – 16300 Saint-Bonnet

N° téléphone : 05 45 78.22.17

Adresse internet : mairie@saint-bonnet-16.fr

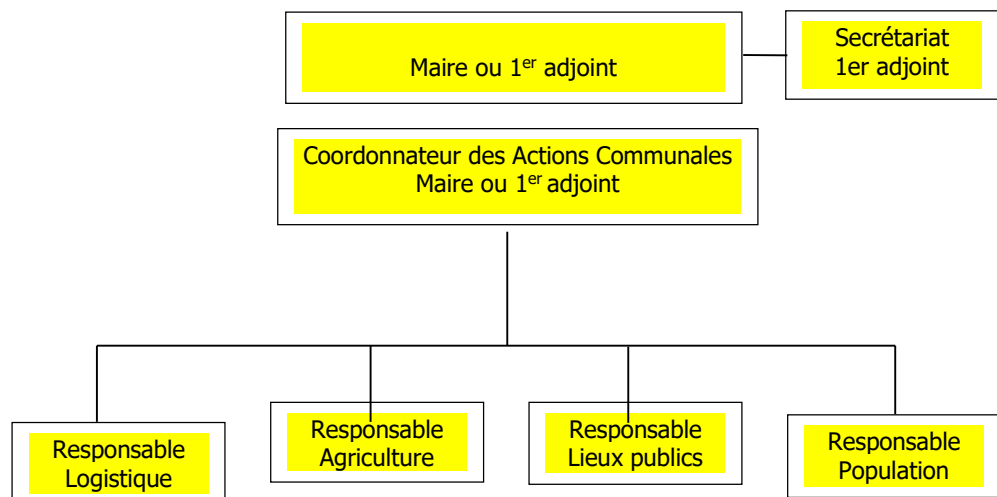
Localisation du PCC: Salle des Fêtes de Saint-Bonnet

Adresse : 23 Route de Saint-Bonnet – 16300 Saint-Bonnet

Localisation du PCC: Salle des associations de Saint-Bonnet

Adresse : 5 Place du Souvenir – 16300 Saint-Bonnet

Composition du PCC



Ces responsables seront désignés par le maire suivant leurs disponibilités et en temps réel en fonction de la situation.

L'annuaire (fiche 3.01) répertorie l'ensemble des numéros de téléphone UTILES

DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE FICHE ACTIONS «MAIRE»	FICHE 1. 03a
	PAGE 1/1

Maire : Sandrine POURTAU

Adjoints : 1^{ère} adjoint Eric ROBIN
2^{ème} adjoint : Adeline GILBERT

Le Maire est le directeur des secours sur le territoire de sa commune jusqu'au déclenchement d'un plan de secours départemental. Dans ce cas, malgré la substitution par le Préfet, le maire conserve la responsabilité d'un certain nombre d'actions comme, par exemple, l'accueil éventuel de personnes évacuées.

En cas d'alerte (accident technologique ou événement naturel) transmise par un tiers, un service ou la Préfecture, le Maire doit relayer l'information ou l'alerte auprès des administrés

En cas d'accident réel, dès le début des opérations, le Maire ou ses Adjoints doivent en liaison avec le responsable local de la Gendarmerie ou de la Police, et avec l'officier des Sapeurs-Pompiers :

- 1 - Prévoir le guidage des secours vers les lieux de la catastrophe, aider à la régulation de la circulation, empêcher qu'un sur-accident ne se produise
- 2 - Indiquer aux gendarmes et mettre à la disposition des secours un local pouvant servir de poste de commandement
- 3 - Mettre en œuvre le plan de rappel des responsables communaux et activer la cellule de crise communale
- 4 - Organiser l'évacuation, le rassemblement, l'accueil, l'hébergement et le soutien socio-psychologique des victimes ou sinistrés
- 5 - Mettre à disposition des secouristes un (ou plusieurs) local de repos, prévoir leur ravitaillement
- 6 - Prendre, si nécessaire, les ordres de réquisition afin d'assurer le respect ou le retour du bon ordre, de la sûreté et de la salubrité publiques
- 7 - Dans le cas où il y aurait de nombreuses victimes décédées, en relation avec le préfet, déterminer l'emplacement d'une chapelle ardente et la faire équiper par une société de pompes funèbres
- 8 - Se tenir informé et rendre compte auprès de la préfecture

DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE

FICHE
1. 03b

FICHE ACTIONS

« COORDONNATEUR DES ACTIONS COMMUNALES »

PAGE 1/1

Titulaire: Maire : Sandrine POURTAU**Suppléants:** 1^{ère} adjoint Eric ROBIN
2^{ème} adjoint : Adeline GILBERT

Le Coordonnateur des Actions Communales, sous l'autorité du Maire, est responsable du commandement et de l'organisation de l'ensemble des moyens opérationnels engagés par la commune.

Il assure la cohérence générale du dispositif mis en œuvre, effectue la synthèse des informations issues du terrain et centralisées par les différents responsables de cellules pour le compte du Maire.

Il met en œuvre les décisions prises par le Maire et s'assure de leur exécution.

DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE

FICHE ACTIONS
«SECRETARIAT»FICHE
1. 03c

PAGE 1/1

Titulaire : 2^{ème} adjoint : Adeline GILBERT.**Suppléant** : Eventuellement la secrétaire de mairie en titre ou autre**Au début de la crise**

- ❖ est informé de l'alerte
- ❖ organise l'installation du PCC avec le Maire
- ❖ ouvre une main courante des événements, informatisée ou manuscrite (pièce essentielle notamment en cas de contentieux) sous la forme :
heure/événement/action à mener/personne responsable

Pendant la crise

- ❖ assure l'accueil téléphonique du PCC
- ❖ assure la logistique du PCC (approvisionnement en matériel, papier,...)
- ❖ assure la frappe et la transmission des documents émanant du PCC (envoi et transmission des télécopies,...)
- ❖ appuie les différents responsables du PCC en tant que de besoin
- ❖ tient à jour la main courante des événements

Fin de la crise

- ❖ assure le classement et l'archivage de l'ensemble des documents liés à la crise
- ❖ participe avec le Maire à la préparation de la réunion de « débriefing »

2 PRINCIPALES ACTIONS A MENER

DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE ALERTE DE LA POPULATION ORGANISATION	FICHE 2.01
	PAGE 1/3

Matériels à utiliser

- Téléphone,
- Porte à porte,

EXEMPLES DE MESSAGES A DIFFUSER

ATTENTION, **ALERTE SANS EVACUATION DES POPULATIONS**

Un risque menace votre hameau.

Préparez-vous à évacuer sur ordre si cela devenait nécessaire.

Restez attentifs aux instructions qui vous seront données pour votre sécurité.

ATTENTION, **ALERTE AVEC EVACUATION DES POPULATIONS**

Un risque menace votre hameau.

Evacuez immédiatement la zone où vous vous trouvez, dans le calme.

Rejoignez la salle communale des Terres pelées et suivez toutes les instructions données par le maire ou les forces de l'ordre.

Autre message

ATTENTION, ALERTE **RESPECTER LES CONSIGNES DE CONFINEMENT**

Enfermez-vous tout de suite.

Fermer les portes et les fenêtres. Arrêtez les ventilations.

Ecoutez France Bleu Charente 101 ou 101.5 FM.

N'allez pas chercher vos enfants. L'école les prend en charge.

Ne fumez pas. Eviter toute flamme ou étincelle.

Ne téléphonez pas

3 LOCALISATION DES RISQUES

DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE

FICHE
2.01

RISQUES ROUTIERS

PAGE 2/3

4 Routes départementales :

- ❖ Départementale 124 Barbezieux ↔ Val des Vignes
- ❖ Départementale 68 Vignolles ↔ Chalignac
- ❖ Départementale 5 Barbezieux ↔ Angeduc
- ❖ Départementale 152 Saint-Bonnet ↔ Ladiville

DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE

RISQUES D'EXPLOSION ET/OU INCENDIE

Bâtiments agricoles

- ❖ SCEA Stéphane COICAUD – 11 Route des Cinq Ponts
- ❖ Distillerie Girard Michel – 1 Chemin du Maine de Labarboterie
- ❖ SCEA du Bois des Anges – M ; Marraud J.Luc – Le Grand Bois Noir
- ❖ SCEA Texier – 1 Impasse de la Royauté
- ❖ Mondy Hervé – 1 Route de L'Etang
- ❖ Mallard Vivianne – 20 Chemin de Chabrignac
- ❖ Guegou Alexis – 4 Chemin de chez Rave
- ❖ Pacaud Jean-Marc - 3 Impasse du Maine de la République
- ❖ Gerbaud Sébastien – 17 route du Pont des Ecures
- ❖ Bureau Angélique – 1 Impasse de la Gilarderie
- ❖ Bureau Philippe – 1 Impasse de chez Saquet
- ❖ Jarnac Hervé – 21 Route du Pont des Ecures
- ❖ Banchereau Francis – 1 impasse des Vignes
- ❖ Macet Pascal – 9 route de chez Got

Stockage Paille

- ❖ Chemin de Chez Luttard
- ❖ Rousseau Pascal – 1 chemin de chez Getin

Menuiserie

- ❖ SARL Mondy – Chemin de Chez Barbot

DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE

RISQUES D'INONDATION

FICHE
2.01a

Voir carte risque des inondations

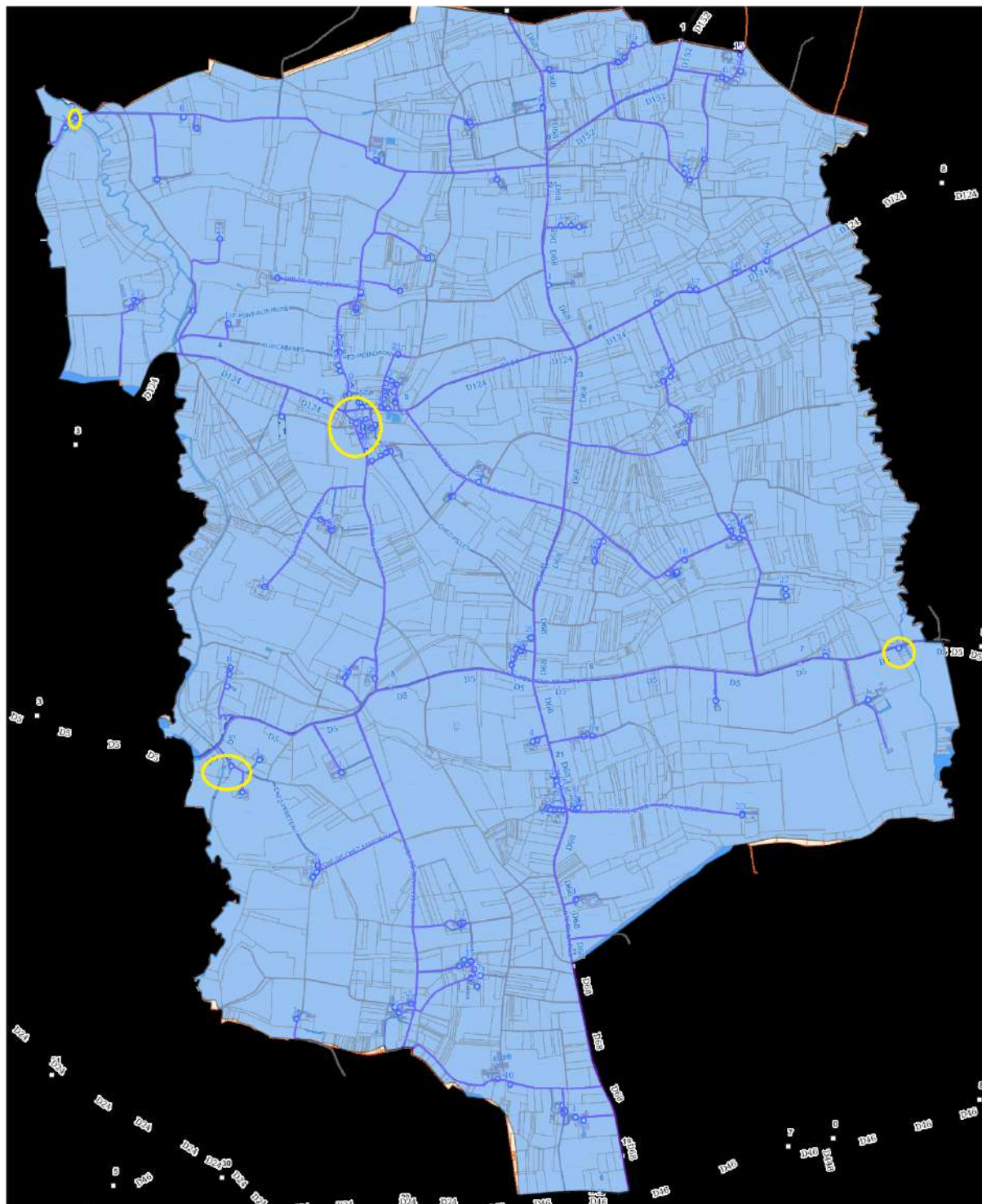
DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE

CIRCUIT D'ALERTE

METHODE RETENUE ET CARTE

FICHE
2. 01a

PAGE 3/3



DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE

MOYENS
INCENDIE – PLAN SAURFICHE
2.02

PAGE 1/1

19 bornes : voir plan



3 ANNUAIRE DE CRISE

DISPOSITIF COMMUNAL DE CRISE

FICHE
3.01

ANNUAIRE DE CRISE

AUTORITES

Identification	Téléphone	Fax	Observations
Préfecture de la Charente	05 45 97 61 00		Permanence 24 h/24 Demander le sous-préfet de permanence
Sous Préfecture de Cognac	05 45 82 00 60		

Quelques numéros de téléphone utiles

SAMU	15	
Centre hospitalier du Sud- Charente	05 45 78 78 00	
Gendarmerie	17	
Pompiers	18	
Pompiers appel d'urgence européen	112	
Mairie de Saint-Bonnet	05.45.77.22.17	
POURTAU Sandrine	06 81 56 81 93	
ROBIN Éric	06 40 12 37 51	
GILBERT Adeline	06 08 53 20 20	
MANDIN Michel	06 11 29 78 75	05 45 78 27 63
BARREAU Kevin	06 78 21 52 02	
BUREAU Angélique	06 35 24 41 91	
IDIER Stéphanie	06 37 18 01 30	
PERES Marie-Claire	06 86 65 16 07	
FREMONDIERE-DELETOILE Yoann	06 08 85 23 95	

Conseil Départemental	05 16 09 50 00	
CHABOT Jacques		06 21 56 10 56
LAGARDE Isabelle		06 75 55 51 81
CC4B	05 45 78 89 09	
Pays sud Charente	05 45 98 18 52	
ENEDIS Dépannage dédié au public	09 72 67 50 16	
ENEDIS Dépannage collectivités	08 11 01 02 12	
COSEA (TGV) n° URGENCES	09 72 17 12 14	
Gendarmerie permanence Barbezieux	05 45 78 17 49	
SAUR dépannage 24h/24	05 87 23 10 08	
France télécom	1013	
Maire de VIGNOLLES (patrick BOBE)	05.45.78.58.67	06.98.40.95.70
Maire de LADIVILLE (Jacques CHABOT)	06.21.56.10.56	
Maire de SAINT MEDARD (Françoise MONNEREAU)	05.45.78.24.70	06.19.71.18.26
Maire de BARBEZIEUX (André MEURAILLON)	05.45.78.20.22	06.77.58.26.54
Maire d'ANGEDUC (Philippe MOREAU)	05.45.78.09.27	06.12.40.15.40
Maire de SAINT-AULAIS (Patrick HUNEAU)	05.45.78.09.35	06.03.97.41.91